

LES CHIFFRES

25

C'était il y a 4 ans. Le 25 août 2017, plus de 700 000 Rohingyas fuyaient au Bangladesh pour échapper aux opérations de nettoyage ethnique menées par l'armée birmane. Depuis février, les crimes commis par la junte font prendre conscience à la population birmane de l'enfer vécu par les Rohingyas : des activistes ont initié le "National Apology Day".



2000

Environ 2000 soldats et policiers ont fait défection depuis le 1er février. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient en faire autant. Derrière l'apparence d'un bloc unifié, l'armée birmane connaît de fortes tensions en son sein : ses méthodes criminelles sont loin de faire l'unanimité.

(crédit photo : Myanmar Now)



400 000

Près de sept mois après la tentative de coup d'Etat du 1er février, environ 400 000 fonctionnaires sont en grève pour protester contre le retour de la junte. Le Mouvement de désobéissance civile (CDM) ne faiblit pas et l'esprit de résistance du peuple birman suscite admiration et respect.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Le gouvernement d'unité nationale (NUG) lance une radio de la résistance

Pour contrer la propagande de la junte, le gouvernement d'unité nationale (NUG) en résistance a lancé une radio clandestine qui diffuse des informations depuis l'étranger. Cette "Radio NUG" émet deux fois par jour et prévoit de couvrir l'actualité du NUG, du Mouvement de désobéissance civile (CDM) et les violations des droits humains commises par la junte. Redoutant toute alternative à leur propagande, les militaires tentent de faire taire la nouvelle radio. L'annonce du lancement de "Radio NUG" ayant suscité un engouement pour les postes de radio, consigne a été donnée à la police et aux autorités locales de les confisquer dans les boutiques ! La junte a également menacé tous les contributeurs à cette radio de poursuites. Le média Irrawaddy souligne qu'en avril la junte avait interdit l'utilisation des antennes paraboliques qui permettent d'accéder aux informations d'un certain nombre de médias locaux indépendants. Fondé en 1993 par des journalistes birmans en exil en Thaïlande et actuellement visé par des poursuites, Irrawaddy rappelle que, fut un temps, écouter la BBC exposait à la prison. Mais si la répression de la junte persiste, sa capacité à contrôler l'information est à l'égale de sa capacité à contrôler le pays. Le peuple birman continue de lui résister par tous les moyens possibles.

Poursuite des combats entre Tatmadaw et organisations ethniques armées (OEA)

Au nord, les combats se poursuivent dans les états Kachin et Shan, ainsi que dans la région de Mandalay, entre la Kachin Independence Army (KIA), l'OEA la plus engagée depuis la tentative de coup d'Etat du 1er février, et la Tatmadaw. Cette dernière vise de plus en plus les civils dans l'état Kachin, ce qui suscite l'inquiétude. Toujours au nord, l'état Shan est également le théâtre de violents combats, où une kyrielle d'OEA est active. Alliée de la KIA, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) a notamment réussi deux embuscades, en début et en fin de mois, causant la mort de plusieurs soldats birmans. A l'est, la Karen National Liberation Army (KNLA) de l'état Kayin continue de livrer quotidiennement bataille à la junte dans les états Kayah et Mon, entre autres. Toujours à l'est, la Karenni Army (KA) de l'état Kayah est impliquée dans des affrontements armés qui ont entraîné la mort de dizaines de militaires birmans. A l'ouest, l'état Chin continue d'être meurtri par les combats tandis que l'état d'Arakan - toujours étonnamment épargné par les affrontements armés jusqu'à présent - pourrait de nouveau s'embraser dans les semaines à venir. Le chef de l'Arakan Army (AA), l'OEA la plus active avant le 1er février, s'est dit préoccupé par le spectre d'une reprise des hostilités, avant que l'armée n'ordonne à ses fonctionnaires locaux de rapporter tous les faits et gestes de l'AA. Le 10 août, le NUG annonçait que 740 soldats birmans avaient trouvé la mort au cours des affrontements de juillet...

La résistance des forces de défense civile

Qu'il s'agisse de légitime défense, de combats frontaux ou d'attaques ciblées, des bataillons de résistance civile (PDF) continuent d'être engagés dans une lutte asymétrique contre la Tatmadaw à travers le pays. Au nord, des PDF de l'état Kachin s'agrègent à la lutte armée menée par la Kachin Independence Army (KIA). Au nord-ouest, divers PDF de la région de Sagaing combattent courageusement la Tatmadaw, lui infligeant (mais subissant également) d'importantes pertes. Au nord-est, plusieurs PDF des états Shan et Kayah — dont la Karenni Nationalities Defence Force (KNDF) — luttent avec beaucoup de courage et une certaine efficacité contre l'armée birmane, multipliant les actes de sabotage, les embuscades et les pertes au sein de l'armée. La junte a fait appel à des milices ethniques locales (Border Guard Forces) du Shan pour combattre les bataillons de résistance civile, tandis qu'un nouveau bataillon de 320 policiers défecteurs du Kayah (la Karenni State Police) vient d'être formé. Dans le centre, des PDF et des individus ne se réclamant d'aucune des régions de Mandalay, de Bago et de Yangon ont émaillé l'actualité du mois par des actes de guérilla. Mais c'est surtout dans la région de Magway que les PDF ont posé le plus de difficultés à la Tatmadaw, avec plus d'une centaine de soldats tués. La junte songe à mettre en place des milices citoyennes au niveau communal, mais trouvera-t-elle des candidats?

Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités à Nantes : Total et la Birmanie au programme

Le 27 août, Info Birmanie, Reclaim Finance et Les Amis de La Terre France ont participé à l'atelier "Total : dégâts sociaux et environnementaux sur tous les continents" proposé par Attac France dans le cadre de l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités qui s'est tenue à Nantes du 24 au 28 août. Info Birmanie est revenue sur le rôle de Total en Birmanie et sur le silence français dans cette affaire qui vaut au groupe d'être redevenu l'un des principaux contributeurs financiers de la junte depuis le 1er février. Dans une **tribune** publiée dans Asialyst le 27 août, Frédéric Debo-my souligne à point nommé à quel point il est urgent de priver la junte de ses revenus parmi les plus conséquents en plaçant le secteur gazier sous sanctions internationales. Qu'il s'agisse du climat, du Brésil, du Mozambique, de l'Ouganda, de la Tanzanie ou de la Birmanie, les ONG convergent dans leurs analyses et déconstruisent la communication de Total, qui en changeant de nom ("TotalEnergies") veut faire peau neuve sans y parvenir. Le 25 août, c'est la Communauté Birmane de France (CBF) qui participait à un atelier sur les mouvements citoyens en résistance, relayant la mobilisation du Mouvement de désobéissance civile (CDM) en Birmanie et l'incroyable résistance du peuple birman face à la barbarie de la junte.



A l'agenda cet automne : des artistes birmans exposés à Paris et une série d'événements sur la Birmanie



Des artistes birmans exposeront leurs oeuvres à Paris du 18 septembre au 17 octobre sur la Place du Palais Royal, dans le cadre de l'exposition **Fighting Fear** à l'occasion de la Biennale Photo Climat. Organisée par les galeries Myanm/art et 16Albermarle, cette exposition est proposée par Human Rights Watch France. Les artistes sont en première ligne dans la mobilisation contre la junte, l'art étant un puissant vecteur de contestation. Cette exposition sera suivie d'une série d'actions et d'événements à l'initiative de la société civile mobilisée en France sur la situation en Birmanie et qui, dans sa diversité, a à coeur de témoigner de la situation, de faire parler de la résistance du peuple birman et/ou d'interpeller les autorités françaises. En attendant, la Birmanie est à l'honneur du **Festival Visa pour l'Image** à Perpignan, et du **Festival Off Perpignan** du 28 août au 26 septembre : 3 expositions sur la Birmanie vous attendent à Perpignan, dont l'une sur le printemps birman dans le cadre du Off, soutenue par la Communauté Birmane de France.

Les défections au sein des forces de sécurité se multiplient

Au 30 août, l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP) fait état de 1 038 civils tués, 7 660 arrêtés, 6 033 détenus et 1 984 civils visés par des mandats d'arrêt, des chiffres probablement bien plus élevés car tous les cas ne sont pas répertoriés. Face à la répression en cours - dans laquelle **Human Rights Watch** caractérise des crimes contre l'Humanité - un nombre croissant de militaires et de policiers font défection et rejoignent le peuple. Ils seraient en tout environ 2000. Selon le témoignage d'un ancien capitaine de l'armée recueilli par Myanmar Now, il y aurait parmi les déserteurs environ 1 000 soldats occupant des rangs allant du simple soldat au capitaine. "Si quelqu'un qui le voulait pouvait désertir maintenant, il ne resterait que le commandant en chef et le mât de drapeau dans la caserne" déclare-t-il. Il y aurait aussi beaucoup de "pastèques" au sein de l'armée, un terme employé en référence aux soldats qui soutiennent silencieusement la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont la couleur emblématique est le rouge ! Maintenant que les défections augmentent comme jamais, le capitaine Nyit Thuta, transfuge de l'armée, déclare dans **Irrawaddy** que celle-ci a le potentiel de se diviser en deux groupes : ceux qui veulent du mauvais héritage de l'armée et ceux qui refusent cet héritage.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

FOCUS**Commémorations du 25 août 2021****“Rohingya : quatre ans après, le drame oublié”**

Le 25 août 2021 marque les quatre ans du début des opérations militaires menées contre les Rohingya en Birmanie. Au cours de celles-ci, 10 000 Rohingya ont été tués, des milliers de femmes violées et des centaines de villages brûlés. Les éléments génocidaires des crimes commis par l'armée birmane ont été caractérisés par des experts indépendants de l'Onu.

Alors que la Birmanie est en ébullition suite à la tentative de coup d'Etat du 1er février, et que des crises multiples accaparent toute l'actualité du pays, le terrible sort que subissent les Rohingya est globalement relégué à l'arrière plan. Pourtant, les Rohingya continuent de souffrir partout où ils se trouvent, sans que s'entraperçoivent des perspectives tangibles d'un destin plus digne et heureux.

Pour lire l'article complet, cliquez ici : [***Rohingya : quatre ans après, le drame oublié***](#)

Info Birmanie y aborde :

- Les conditions de vie effroyables des réfugiés Rohingya
- Les Rohingya, des boat people indésirables
- Bhasan Char, une relocalisation controversée et de nouvelles souffrances
- La situation des Rohingya en Birmanie
- La minorité Rohingya, une question de tout temps taboue et clivante en Birmanie (les récents débuts d'évolution depuis le 1er février : prises de conscience et prises de position du gouvernement d'unité nationale)
- Une quête persistante de justice

